

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/W/226

12 décembre 2002

(02-6869)

Comité des marchés publics

Original: anglais/
français/
espagnol

MODIFICATION DE L'APPENDICE I CONCERNANT LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Notification présentée par la Communauté européenne au titre
de l'article XXIV:6 a)¹ de l'Accord sur les marchés publics

Le Secrétariat a reçu le 6 décembre 2002 la communication ci-après de la Délégation permanente de la Commission européenne qui lui a demandé de la distribuer aux Parties à l'Accord sur les marchés publics (1994).

Conformément à l'article XXIV:6 a) de l'Accord sur les marchés publics, la Communauté européenne (CE) notifie par la présente une modification des Notes générales la concernant qui figurent à l'Appendice I de l'Accord sur les marchés publics. Cette modification met en œuvre ce qui avait été convenu dans l'Accord intervenu le 21 juin 1999 entre la CE et la Confédération helvétique sur certains aspects des marchés publics et signifie que les fournisseurs suisses de produits et de services seront désormais habilités à contester, conformément à l'article XX de l'Accord sur les marchés publics, l'adjudication de marchés par les entités communautaires mentionnées à l'Annexe 2, paragraphe 2 de l'Accord.

Comme nous en sommes convenus avec le gouvernement suisse, une communication parallèle sera présentée au Comité par la délégation de la Suisse auprès de l'OMC, qui indiquera que la Suisse est convenue d'ouvrir à la CE les marchés passés par les autorités et organismes publics du niveau des districts et des communes.

La pièce jointe A qui accompagne le présent document contient les modifications qu'il est proposé d'apporter aux Notes générales, sous la forme d'un texte souligné/barré, et la pièce jointe B contient les Notes générales révisées après acceptation des modifications proposées.²

¹ L'article XXIV:6 a) dispose ce qui suit: "S'ils sont de pure forme ou mineurs, les rectifications, transferts ou autres modifications prendront effet à la condition qu'aucune objection n'y ait été faite dans un délai de 30 jours. Dans les autres cas, le Président du Comité convoquera le Comité dans les moindres délais. Le Comité examinera la proposition et toute demande d'ajustements compensatoires, afin de préserver l'équilibre des droits et des obligations et de maintenir le champ d'application mutuellement convenu du présent accord à un niveau comparable à son niveau antérieur à la notification. S'il n'est pas possible d'arriver à un accord, la question pourra être traitée ensuite selon les dispositions de l'article XXII."

² Les deux pièces jointes sont en langue originale seulement.

ANNEXE

**MODIFICATION DE L'APPENDICE I DE L'ACCORD SUR LES MARCHÉS
PUBLICS CONCERNANT LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

Conformément à l'article XXIV:6 a) de l'Accord sur les marchés publics, la Communauté européenne soumet au Comité des marchés publics la modification mineure suivante à apporter aux Notes générales la concernant qui figurent à l'Appendice I de l'Accord:

Dans la Note générale 2, premier tiret, supprimer le terme "Suisse".

APPENDIX I	EUROPEAN COMMUNITY	GENERAL NOTES	English	Page 1/3
------------	-----------------------	------------------	---------	----------

ATTACHMENT A

GENERAL NOTES AND DEROGATIONS FROM THE PROVISIONS OF ARTICLE III OF APPENDIX I OF THE EC

General Notes and Derogations from the Provisions of Article III

1. The EC will not extend the benefits of this Agreement:
 - as regards the award of contracts by entities listed in Annex 2 to the suppliers and service providers of Canada;
 - as regards the award of contracts, other than for supplies, listed in Annex 2 to the suppliers and service providers of the USA;
 - as regards the award of contracts by entities listed in Annex 3 paragraph
 - (a) (water) to the suppliers and service providers of Canada and the USA,
 - (b) (electricity) to the suppliers and service providers of Canada, and Japan,
 - (c) (airports) to the suppliers and service providers of Canada, Korea and the USA,
 - (d) (ports) to the suppliers and service providers of Canada,
 - (e) (urban transport) to the suppliers and service providers of Canada, Japan, Korea and the USA; to the suppliers and service providers of Israel, as regards bus services,until such time as the EC has accepted that the Parties concerned give comparable and effective access for EC undertakings to the relevant markets;
 - to service providers of Parties which do not include service contracts for the relevant entities in Annexes 1 to 3 and the relevant service category under Annexes 4 and 5 in their own coverage.
2. The provisions of Article XX shall not apply to suppliers and service providers of:
 - Israel, Japan, ~~and Korea and Switzerland~~ in contesting the award of contracts by entities listed under Annex 2 paragraph 2, until such time as the EC accepts that they have completed coverage of sub-central entities;
 - Japan, Korea and the USA in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises under the relevant provisions of EC law, until such time as the EC accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses;

APPENDIX I	EUROPEAN COMMUNITY	GENERAL NOTES	French	Page 1/3
------------	-----------------------	------------------	--------	----------

NOTES GENERALES ET DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE III DE
L'APPENDICE I DE LA CE

Notes générales et dérogations aux dispositions de l'article III

1. La CE n'étendra pas le bénéfice des dispositions de cet accord:

- en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 2 aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada;
 - en ce qui concerne les marchés passés, à l'exception des fournitures, énumérés à l'annexe 2 aux fournisseurs et aux prestataires de services des États-Unis;
 - en ce qui concerne les marchés passés par les entités énumérées à l'annexe 3 paragraphes
 - (a) (eau), aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada et des États-Unis,
 - (b) (électricité), aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada, et du Japon,
 - (c) (aéroports), aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada, de la Corée et des États-Unis,
 - (d) (ports), aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada,
 - (e) (transport urbain), aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada, du Japon, de la Corée et des États-Unis d'Amérique; aux producteurs et fournisseurs de service d'Israël, pour ce qui est des services de transport de voyageurs par autobus,
- tant qu'elle n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent aux entreprises de la CE un accès comparable et effectif aux marchés considérés;
- aux prestataires de services des Parties qui n'incluent pas, dans leurs propres listes, les marchés de services passés par les entités mentionnées aux Annexes 1 à 3 et concernant les catégories de services visées aux Annexes 4 et 5.

2. Les dispositions de l'article XX ne sont pas applicables aux fournisseurs et aux prestataires de services des pays suivants:

- Israël, Japon, et Corée ~~et Suisse~~ en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés par les entités mentionnées à l'annexe 2 paragraphe 2, tant que la CE n'a pas constaté que ces pays ont complété la liste des entités sous-centrales;

APPENDIX I	EUROPEAN COMMUNITY	GENERAL NOTES	Spanish	Page 1/3
------------	-----------------------	------------------	---------	----------

NOTAS Y DEROGACIONES GENERALES DE LO PREVISTO EN EL ARTÍCULO III DEL
APÉNDICE I DE LA CE

Notas y derogaciones generales de lo previsto en el artículo III

1. La CE no concederá los beneficios de este Acuerdo:

- por lo que se refiere a la adjudicación de los contratos por las entidades enumeradas en el anexo 2 a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá;
- por lo que se refiere a la adjudicación de los contratos, con excepción de contratos de suministros, enumerados en el anexo 2 a los proveedores y a los prestadores de servicios de los EE.UU.;
- por lo que se refiere a la adjudicación de los contratos por entidades enumeradas en el anexo 3 párrafos
 - (a) (agua), a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá y de los EE.UU.,
 - (b) (electricidad), a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá y Japón,
 - (c) (aeropuertos), a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá, Corea y los EE.UU.,
 - (d) (puertos), a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá,
 - (e) (transporte urbano), a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá, Japón, Corea y los EE.UU.; a los proveedores en general y a los proveedores de servicios de Israel, respecto de los servicios de autobús,hasta que la CE haya aceptado que las partes afectadas garantizan un acceso comparable y efectivo de empresas de la Comunidad a los mercados pertinentes;
- a los prestadores de servicios de las Partes que no incluyen los contratos de servicio adjudicados por las entidades enumeradas en anexos 1 a 3 y la categoría pertinente de servicio conforme a los anexos 4 y 5 en su propia cobertura.

2. Lo previsto en el artículo XX no se aplicará a los proveedores y a los prestadores de servicios de los siguiente países:

- Israel, Japón, y Corea y ~~Suiza~~ por lo que se refiere a la impugnación de la adjudicación de contratos por las entidades enumeradas en el anexo 2 párrafo 2°, hasta que la CE acepte que estos países han completado su cobertura de entidades subcentrales;
- Japón, Corea y los EE.UU. por lo que se refiere a la impugnación de la adjudicación de los contratos a un proveedor o a un prestador de servicios de las otras Partes, que sean empresas pequeñas o medianas conforme a las disposiciones pertinentes del

~~1 March 2000 (WT/Let/330)~~

ATTACHMENT B

**GENERAL NOTES AND DEROGATIONS FROM THE PROVISIONS OF ARTICLE III OF
APPENDIX I OF THE EC**

General Notes and Derogations from the Provisions of Article III

1. The EC will not extend the benefits of this Agreement:
 - as regards the award of contracts by entities listed in Annex 2 to the suppliers and service providers of Canada;
 - as regards the award of contracts, other than for supplies, listed in Annex 2 to the suppliers and service providers of the USA;
 - as regards the award of contracts by entities listed in Annex 3 paragraph
 - (a) (water) to the suppliers and service providers of Canada and the USA,
 - (b) (electricity) to the suppliers and service providers of Canada, and Japan,
 - (c) (airports) to the suppliers and service providers of Canada, Korea and the USA,
 - (d) (ports) to the suppliers and service providers of Canada,
 - (e) (urban transport) to the suppliers and service providers of Canada, Japan, Korea and the USA; to the suppliers and service providers of Israel, as regards bus services,until such time as the EC has accepted that the Parties concerned give comparable and effective access for EC undertakings to the relevant markets;
 - to service providers of Parties which do not include service contracts for the relevant entities in Annexes 1 to 3 and the relevant service category under Annexes 4 and 5 in their own coverage.
2. The provisions of Article XX shall not apply to suppliers and service providers of:
 - Israel, Japan and Korea in contesting the award of contracts by entities listed under Annex 2 paragraph 2, until such time as the EC accepts that they have completed coverage of sub-central entities;
 - Japan, Korea and the USA in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises under the relevant provisions of EC law, until such time as the EC accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses;

...2003 (WT/Let/...)

APPENDIX I	EUROPEAN COMMUNITY	GENERAL NOTES	French	Page 1/3
------------	-----------------------	------------------	--------	----------

NOTES GENERALES ET DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE III DE
L'APPENDICE I DE LA CE

Notes générales et dérogations aux dispositions de l'article III

1. La CE n'étendra pas le bénéfice des dispositions de cet accord:

- en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 2 aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada;
- en ce qui concerne les marchés passés, à l'exception des fournitures, énumérés à l'annexe 2 aux fournisseurs et aux prestataires de services des États-Unis;
- en ce qui concerne les marchés passés par les entités énumérées à l'annexe 3 paragraphes
 - (a) (eau), aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada et des États-Unis,
 - (b) (électricité), aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada, et du Japon,
 - (c) (aéroports), aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada, de la Corée et des États-Unis,
 - (d) (ports), aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada,
 - (e) (transport urbain), aux fournisseurs et aux prestataires de services du Canada, du Japon, de la Corée et des États-Unis d'Amérique; aux producteurs et fournisseurs de service d'Israël, pour ce qui est des services de transport de voyageurs par autobus,

tant qu'elle n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent aux entreprises de la CE un accès comparable et effectif aux marchés considérés;

- aux prestataires de services des Parties qui n'incluent pas, dans leurs propres listes, les marchés de services passés par les entités mentionnées aux Annexes 1 à 3 et concernant les catégories de services visées aux Annexes 4 et 5.

2. Les dispositions de l'article XX ne sont pas applicables aux fournisseurs et aux prestataires de services des pays suivants:

- Israël, Japon et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés par les entités mentionnées à l'annexe 2 paragraphe 2, tant que la CE n'a pas constaté que ces pays ont complété la liste des entités sous-centrales;

APPENDIX I	EUROPEAN COMMUNITY	GENERAL NOTES	Spanish	Page 1/3
------------	-----------------------	------------------	---------	----------

NOTAS Y DEROGACIONES GENERALES DE LO PREVISTO EN EL ARTÍCULO III DEL
APÉNDICE I DE LA CE

Notas y derogaciones generales de lo previsto en el artículo III

1. La CE no concederá los beneficios de este Acuerdo:

- por lo que se refiere a la adjudicación de los contratos por las entidades enumeradas en el anexo 2 a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá;
 - por lo que se refiere a la adjudicación de los contratos, con excepción de contratos de suministros, enumerados en el anexo 2 a los proveedores y a los prestadores de servicios de los EE.UU.;
 - por lo que se refiere a la adjudicación de los contratos por entidades enumeradas en el anexo 3 párrafos
 - (a) (agua), a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá y de los EE.UU.,
 - (b) (electricidad), a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá y Japón,
 - (c) (aeropuertos), a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá, Corea y los EE.UU.,
 - (d) (puertos), a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá,
 - (e) (transporte urbano), a los proveedores y a los prestadores de servicios de Canadá, Japón, Corea y los EE.UU.; a los proveedores en general y a los proveedores de servicios de Israel, respecto de los servicios de autobús,
- hasta que la CE haya aceptado que las partes afectadas garantizan un acceso comparable y efectivo de empresas de la Comunidad a los mercados pertinentes;
- a los prestadores de servicios de las Partes que no incluyen los contratos de servicio adjudicados por las entidades enumeradas en anexos 1 a 3 y la categoría pertinente de servicio conforme a los anexos 4 y 5 en su propia cobertura.

2. Lo previsto en el artículo XX no se aplicará a los proveedores y a los prestadores de servicios de los siguiente países:

- Israel, Japón y Corea por lo que se refiere a la impugnación de la adjudicación de contratos por las entidades enumeradas en el anexo 2 párrafo 2º, hasta que la CE acepte que estos países han completado su cobertura de entidades subcentrales;
- Japón, Corea y los EE.UU. por lo que se refiere a la impugnación de la adjudicación de los contratos a un proveedor o a un prestador de servicios de las otras Partes, que sean empresas pequeñas o medianas conforme a las disposiciones pertinentes del